

Noms d'ailleurs : « l'albanais » et le « gréco-tatar » d'Ukraine

Natalia Bichurina
(Lausanne – Saint-Pétersbourg)

Introduction

Qu'en nommant ses langues un État suffisamment puissant peut imposer sa délimitation de l'espace linguistique, ethnique et politique, et que cela influence largement les attitudes des locuteurs et les usages de ces langues, n'est pas en soi bien nouveau. On peut se rappeler que « nommer c'est classer, classer c'est distinguer, distinguer c'est faire être. » (Sériot 1997 : 167) On peut penser aussi au cas emblématique des langues de France autres que le français, qui, une fois nommées « patois », ont subi une baisse de valeur dans les représentations de leurs locuteurs, ce qui a contribué à la substitution linguistique (le passage au français). Les cas que nous allons étudier sont pourtant bien particuliers et même, dans un sens, inverses : il s'agit non pas de priver, mais, au contraire, de donner un nom propre aux idiomes dont certains n'en possédaient aucun auparavant ; plus particulièrement, il s'agit de leur donner un nom qui est déjà porté par un ou certains autres idiomes quelque part ailleurs dans le monde. À cause de cette homonymie l'« ailleurs », qui n'avait jamais existé ou été pertinent pour le groupe, rentre dans l'imaginaire collectif.

Dans le cas présent l'État qui effectue les baptêmes est l'URSS qui, régime autoritaire (et longtemps totalitaire) accordant une attention particulière à la politique linguistique, fournit matière édifiante à la réflexion sur la nomination des langues. Nous verrons aussi qu'à l'époque postsoviétique cette entreprise de nomination a de graves conséquences dans un contexte nouveau.

Il s'agira de deux idiomes parlés en Ukraine orientale, dans la région de Priazov'e : l'un est baptisé *albanais*, l'autre *gréco-tatar* (*grec, urum*). Pour l'étude de la période actuelle nous nous appuyons sur nos données de terrain recueillies à Priazov'e entre 2003 et 2006 (entretiens et observations). L'enquête de la communauté dite albanaise a été conduite dans le village de Georgievka, considérée comme « le village le plus albanais » de Priazov'e ; celle de la communauté dite gréco-tatare a été menée dans le village de Saryj Krym. Nous commencerons par une présentation brève des deux communautés linguistiques ; nous étudierons ensuite les enjeux de nominations des deux idiomes par l'URSS ; et nous explorerons enfin les enjeux de leur nomination pour les communautés elles-mêmes à l'époque actuelle.



L'enquête de terrain de 2003-2006 : Georgievka et Saryj Krym.

1. Deux idiomes

La langue d'Ukraine dite *albanaise* est un idiome qui combine des traits albanais archaïques avec des interférences slaves et turques à tous les niveaux du système linguistique (Morozova 2012). Il est parlé par ceux dont on pense que les ancêtres ont quitté les Balkans à la fin du xv^e-début du xvi^e siècle, après leur conquête par l'Empire Ottoman. Immigrés en Bulgarie pendant trois siècles, puis en Bessarabie pendant un demi-siècle, ils arrivent dans les steppes sur le littoral de la mer d'Azov en 1862-1863. Trois villages albanais sont alors fondés à Priazov'e : Georgievka (l'ancien nom turc est Tüşki), Devnenskoe (Taz) et Gammovka (Candran), le dernier

à moitié gagaouze. À côté de ces trois villages les Bulgares fondent le village de Novokonstantinovka (pour l'histoire détaillée, v. Ivanova i Čížikova 1979 : 3-11). Les trois communautés, les Albanais, les Gagaouzes et les Bulgares, sont orthodoxes et avaient vécu à proximité et en contacts permanents depuis plus de trois siècles, ce qui explique de nombreuses interférences linguistiques, mais aussi culturelles. Au total, en 2006 il y avait 1666 habitants des villages dits albanais à Priazov'e¹ ; il existe également un village albanais dans la région d'Odessa. La population de Georgievka s'élevait en 2006 à 472 habitants.

La langue dite *grecque* ou *gréco-tatare* est un idiome *turc* réunissant des traits oghouzes et kiptchaks (Baranova 2010 : 9). Ses locuteurs sont probablement des descendants des Grecs ayant quitté la Grèce à partir du VIII^e siècle av. J.-C., époque des premières colonies grecques en Crimée. Leur immigration de Crimée (alors Empire Ottoman) à Priazov'e (Empire russe) commence en 1778. On distingue deux groupes à identité grecque à Priazov'e, tous les deux orthodoxes et plus ou moins égaux en nombre : le second groupe parle des variétés du grec moderne. Ces deux groupes habitent dans des villages séparés, avec un seul village mixte. Au total, les Grecs ont fondé à Priazov'e 25 villages, ainsi que la ville de Marioupol. Il y a actuellement 91 500 Grecs en Ukraine, dont 77 500 à Priazov'e (d'après le Recensement de population en Ukraine du 2001). La population de Staryj Krym ('Vieille Crimée' en russe) s'élevait en 2003 à 6 242 personnes.

Ces deux communautés font partie de la population linguistiquement très variée de Priazov'e². Les villages de la région sont longtemps restés endogames (typiquement, jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale) et aussi monolingues (jusqu'à la fin des années 1920 – début 1930). En ce début du XXI^e siècle les deux communautés qui nous intéressent se trouvent dans une situation qui a suivi la substitution linguistique : dans les deux cas il y a eu une génération, née dans les années 1950-1960, qui a décidé de ne pas transmettre sa langue maternelle (locale) aux enfants, estimant que la langue dominante, russe, sera plus utile pour la réussite sociale des enfants, et, en particulier, pour leur scolarisation (situation typique pour l'ensemble de l'espace soviétique, v. Vaxtin 2001 : 218-220, mais également largement répandue dans le monde). La génération née approximativement après 1970 parle russe comme première langue (sur la substitution linguistique dans la communauté albanaise v. Bichurina 2006, 2013).

1. 472 habitants à Georgievka, 698 à Devnenskoe et 496 à Gammovka (d'après les registres locaux), le pourcentage exact de ceux qui se considèrent albanais est inconnu.

2. Cette diversité s'explique essentiellement par l'importance géopolitique de la région (située sur le littoral de la mer d'Azov et à la sortie à la mer Noire), d'où l'intérêt pour son peuplement dans l'Empire Russe, et par la politique d'offre de conditions économiques particulièrement avantageuses aux immigrants.

2. Époque soviétique : la naissance des langues albanaise et gréco-tatare

2.1 Le fédéralisme des « nations titulaires »

Après la révolution d'Octobre 1917 s'instaure en Russie-URSS une construction étatique particulière, que l'on peut nommer le fédéralisme des « nationalités titulaires ». Ces dernières (*titul'nyje nacional'nosti*) sont des groupes dont les *noms* correspondent aux noms des entités territoriales auxquelles ils ont droit grâce à cette homonymie, et dans les limites desquelles ils possèdent d'une certaine autonomie. Le critère par excellence permettant d'identifier les « nationalités titulaires » est l'existence des « langues titulaires » : celles dont le nom correspond aussi à celui du territoire³. Ainsi l'URSS reproduit le triptyque à la fois romantique et stalinien de l'identification d'une langue, d'une nation et d'un territoire, et fait ceci en absolutisant le nom.

Le degré d'autonomie des entités territoriales dépendait du statut de ces groupes : les nationalités identifiées au préalable par les chercheurs selon des critères culturels, essentiellement linguistiques, ont été rangées en fonction de leurs représentations identitaires. Ces dernières ont été déterminées, à leur tour, selon des critères comme l'existence d'une écriture, d'une tradition littéraire, etc. Les groupes à une identité nationale formée sont devenus « nations » (*nacii*), ceux où elle était formée partiellement – « nationalités » (*nacional'nosti*), ceux où elle commençait juste à apparaître – « ethnies » (*narodnosti*). Un des principes de base proclamé par le nouvel État est le droit de tous ces groupes à l'autodétermination⁴.

La politique de *korenizacija* ['enracinement', ou 'indigénisation'] favorise les langues « nationales » (le terme soviétique « national », p. ex., « langue nationale », « politique nationale », etc., signifie relatif aux « nations » (ethniques) qui constituent l'Union fédérale, contrairement au sens civique (de citoyenneté) existant dans la plupart des États-nations ouest-européens)⁵. De nombreuses études ethnographiques et linguistiques sont entreprises afin de les identifier (ou construire) et standardiser, dont la création des alphabets et de l'écriture. C'est dans ce contexte qu'on voit apparaître les langues *albanaise* et *gréco-tatare*.

3. Le terme « langue titulaire » reste pertinent dans le champ juridique dans la Fédération de Russie actuelle.

4. Le droit des peuples à l'autodétermination « jusqu'à la séparation et la formation de leur propre Etat » est proclamé dans la Déclaration des droits des peuples de Russie, publiée quelques jours après la révolution d'octobre 1917. Ce principe est confirmé dans la Constitution de 1918, selon laquelle la République soviétique russe est une « fédération des Républiques nationales soviétiques », fondée sur « l'union libre des nations libres » (article 1.2. de la Constitution de 1918) ; puis, après la création de l'URSS en 1922, dans sa première Constitution de 1924.

5. Un équivalent proche en français serait « ethnique », mais nous préférons d'utiliser ses termes soviétiques pour parler de la politique soviétique des types de population.

2.2 La naissance de l'« albanais » d'Ukraine

Avant la révolution et l'arrivée des premiers chercheurs dans la communauté dite aujourd'hui albanaise l'expression *ga tantë* ['(un) des nôtres'] y faisait fonction d'ethnonyme ; de même, on disait *zallahit si neve* ['(il) parle comme nous'] pour se référer à l'idiome. Le premier chercheur à se rendre dans la communauté fut N. Deržavin : il avait visité Gammovka en 1911, mais sa recherche principale fut menée après la révolution, dans les années 1923-1925. Il expliqua aux membres de la communauté linguistique qu'« en réalité » ils étaient *Arnauts*, terme désignant à l'époque en Russie les Albanais (dans ses travaux le chercheur se réfère à eux comme aux *Albanais-Arnauts*, v. Deržavin 1948)⁶. À partir de 1948 les recherches furent poursuivies par une ethnographe de Moscou, Julija Ivanova. Le nom d'*Arnaut* est alors remplacé par *Albanais* [*Albancy*]. Ivanova témoigne qu'en 1948, « les habitants de Priazov'e que nous appelons Albanais ne connaissaient pas ce mot » (Ivanova 2000 : 44-45) : ils utilisaient l'ethnonyme Arnaut et se référaient à l'idiome soit comme *arnautçe*, soit en disant parler *si neve* [comme nous, à notre façon]. Cinquante ans plus tard, en 1998, lors du dernier séjour d'Ivanova dans la communauté « il n'y a plus une seule personne, même parmi la génération la plus âgée, qui se souvienne du mot même 'Arnaut' » (*ibid.* : 45).

Contrairement à la majorité des langues de l'URSS, l'albanais, une fois défini comme tel, n'a jamais été doté d'alphabet ou de livres de grammaire, ni introduit comme langue de scolarisation. À part leur nombre très restreint, la position des Albanais était d'autant plus désavantageuse qu'ils n'avaient pas de « territoire titulaire ». D'un autre côté, dans le discours quotidien d'aujourd'hui on voit qu'ils se sont créé eux-mêmes ce territoire selon la logique de la construction soviétique : les trois villages albanais sont désignés comme l'Albanie [*Albania*].

2.3 La naissance du « gréco-tatar »

Le cas de la seconde communauté, dite grecque, a été plus compliqué. Avant la révolution les ethno- et glottonymes locaux étaient *Urumlar / urum* pour les turcophones et *Rumüj / rumüjku ghlysa* pour les hellénophones. Les deux noms dérivent de la racine signifiant « Rome », désignant les sujets de l'Empire romain d'Orient (Byzantin). Simultanément les deux groupes s'identifiaient comme grecs. Pour le groupe turcophone il s'agit soit du résultat d'une substitution linguistique, où les Grecs

6. Au moment où le groupe avait quitté les Balkans, le peuple s'appelait Arbër : ethnonyme qu'ont conservé les Albanais qui avaient quitté les Balkans également au xv^e siècle et s'étaient installés en Italie. Dans l'Empire byzantin les ethnonymes répandus étaient *Alvanoj*, *Albanoj* et *Arvanit*, utilisés jusqu'à aujourd'hui pour les Albanais de Grèce. C'est ce terme *Arvanit* qui a été transformé par les Turcs arrivés dans les Balkans en *Arnaut* – forme employée par la suite en Russie (dans la période impériale et au début de la période soviétique) pour désigner les Albanais et les Grecs (Ivanova 2000). Quant à l'ethnonyme actuel des Albanais, *Shqiptar*, il n'apparaît qu'aux xviii^e-xix^e siècles.

dans l'Empire Ottoman seraient passés à la langue dominante turque, tout en conservant la religion orthodoxe ; soit d'une christianisation d'une partie de la population tatare de Crimée. La première hypothèse nous paraît plus probable ; quoi qu'il en soit, les deux ethnonymes, *Grecs* et *Urumlar*, servaient à souligner l'appartenance à l'église orthodoxe grecque⁷.

Après la création de l'URSS commence la discussion sur le *nom correct* du groupe et de sa langue. L'Inspecteur du Commissariat populaire de l'inspection des ouvriers et des paysans Arefjev écrit :

Puisque l'indice ethnographique principal est la langue, et non pas la religion, ce groupe est, certainement, identique et apparenté aux Tatars de Crimée, puisqu'il parle leur langue. Pourquoi il s'est converti au christianisme est une autre question, probablement non scientifique. Il est absolument indispensable de rétablir ce principe, puisque *le nom erroné a une influence négative pour la situation du groupe*, surtout pour la satisfaction de ses besoins culturels. (cité dans Baranova 2010 : 60, nous soulignons, *N. B.*)

Ainsi, selon lui, la langue (un critère objectif et donc scientifique, contrairement à la foi religieuse) détermine l'essence du groupe et l'usage du « vrai » nom de cette langue détermine la situation du groupe. Tout ce qui relève du choix conscient de la communauté est rejeté comme non scientifique.

Un autre point de vue est prôné par le président de la section grecque auprès du Comité central des minorités nationales, Jali (*ibid.*): ce sont des Grecs de par « leur sang, leur origine grecque », ces critères étant jugés supérieurs à la religion et la langue. Parmi ces deux positions, toutes les deux essentialistes, quoique privilégiant des critères différents, c'est cette dernière qui est adoptée. Le groupe est donc désigné comme grec. Dans les papiers d'identité et les recensements soviétiques ses membres sont appelés Grecs de « nationalité ».

La distinction du *gréco-hellénique* (la langue des *Rumüj* ou des *Rumei* en russe, aussi appelée *rumejskij jazyk*) et du *gréco-tatar* (la langue des *Urumlar* ou des *Urummy* en russe, aussi appelée *urumskij jazyk*) sert à définir la langue de scolarisation : les premiers doivent être scolarisés en grec moderne, les seconds en tatar. Il est impossible de dire avec certitude si ces termes mêmes apparaissent avec le pouvoir soviétique : on ne les trouve pas dans les documents du XIX^e siècle, mais, plus important, c'est le pouvoir soviétique qui les a institutionnalisés. La scolarisation en tatar

7. Les ethnographes russes du XIX^e siècle, quant à eux, utilisaient le nom *Bazar'ane* ou *Bazarioty* pour les *Urumlar*. Il est supposé qu'ils étaient désignés ainsi par les *Rumüj* (Baranova 2009 : 79) : ce nom (de 'bazar' 'ville' en *rumüj*) désigne les citoyens. En effet, les *Urumlar* ont toujours vécu dans des villages plus grands, et ce sont eux qui ont fondé la ville de Marioupol. Ils avaient été également le groupe le plus urbanisé en Crimée, ce qui pourrait expliquer, entre autre, le passage à une variété turque.

commence tardivement, en 1929 (le retard étant dû aux attentes de la réforme de l'alphabet turc en URSS), et à peine introduite dans certains villages, elle se termine quelques années plus tard avec la fin de la politique d'*enracinement*.

2.4 Les enjeux pour l'URSS

Une fois identifiées et nommées, ces langues ont été institutionnalisées en conformité avec la « nationalité » correspondante⁸. Il reste à comprendre pourquoi fut accordée tant d'importance à des préoccupations essentiellement nationalistes-ethnacistes dans un État socialiste. Un des enjeux pour l'URSS était de diffuser les idées soviétiques parmi les peuples non-russophones dans une langue qui leur serait compréhensible, d'où la nécessité d'identifier et de standardiser les langues majoritairement orales. On peut comparer cette activité à celle des missionnaires chrétiens qui traduisent la Bible en langues autochtones afin de les convertir. De plus, l'instrumentalisation du mythe nationaliste répandu en Europe à cette époque et la fusion des idéologies socialiste (de la lutte des classes) et nationaliste (du droit des nations à l'autodétermination) permet au nouveau pouvoir de discréditer les élites locales (Noženko 2007 : 224). Selon la vision bolchevique, l'autodétermination des nations n'est pas un but mais un moyen : ainsi, selon Lénine, « le but principal n'est pas l'autodétermination des peuples et nations, mais celle du prolétariat dans chaque nationalité » (cité *ibid.*). Cette politique est donc due à la nécessité d'instaurer le pouvoir soviétique sur les périphéries de l'ex-Empire russe : compte tenu de l'immensité du territoire, l'abolition de la monarchie dans le centre de l'Empire n'était pas une condition suffisante. Enfin, un autre enjeu de la construction des « nations » soviétiques pouvait être d'empêcher les mouvements nationalistes apparus dans l'Empire russe depuis la révolution de Février 1917 de créer des identités nationales opposées au pouvoir (*ibid.*). Il faut préciser que pendant la première décennie après la révolution d'Octobre ce fédéralisme ethnique en construction était vu comme temporaire, devant disparaître avec la révolution mondiale, la victoire du socialisme et l'abolition des États.

Par la suite, la politique linguistique soviétique a connu des périodes différentes, mais ce principe de base du fédéralisme des « nationalités titulaires » n'a jamais été remis en question. Ainsi à partir de 1934 la modernisation et l'industrialisation du pays ont nécessité la mobilisation de toutes les ressources, acquise, comme presque partout en Europe auparavant, à travers l'imposition d'une seule culture et d'une seule langue. On voit apparaître le mythe du « peuple soviétique » qui serait né

8. Sur l'institutionnalisation de l'ethnicité en URSS v. Brubaker 1997 : 23-54, Laitin, Petersen, Slocum 1992.

au-delà des différences nationales⁹ ; la langue russe est promue comme la langue de la Révolution et imposée de fait (mais non de droit) comme langue d'État. Cependant, les documents d'identité et les recensements continuent à comporter la ligne « nationalité » (outre « citoyenneté » qui est « soviétique ») et les discriminations selon le critère « national » depuis 1939 (dont les déportations des peuples entiers) ne servent qu'à consolider la « nationalité » locale.

Curieusement, il apparaît que c'est précisément à une période où les nationalismes étaient bannis que les langues et nations auparavant identifiées sont devenues réalités. C'est lorsqu'on pouvait être déporté pour la seule raison d'être identifié dans ses papiers comme représentant de tel ou tel groupe « national » que l'on est *devenu* tel. Il en va de même pour les cas moins dramatiques, comme notamment celui des Albanais qui, perçus comme des traîtres potentiels, étaient convoqués à « l'armée du travail » pendant la Seconde guerre mondiale ; le service militaire leur était interdit jusqu'à la fin des années 1940 – début 1950. Après la mort de Staline l'idée des « nationalités titulaires » réapparaît dans le discours officiel¹⁰.

3. Après 1991 : la Patrie à l'étranger et la langue vraie

3.1 Le nom de la langue comme clé pour une vision ontologique du groupe

Lorsqu'un discours de type nationaliste se répand sur tout l'espace de l'URSS à la veille de sa dissolution, des attitudes de renouveau national apparaissent dans les deux communautés. Les deux ont déjà intériorisé le nom de leur langue et de leur groupe qui leur avaient été donnés à la naissance de l'URSS. Ainsi, nommés Albanais par le pouvoir soviétique, les habitants de Georgievka sont *devenus* albanais. Plus tard, lorsque dans l'Ukraine souveraine tous les citoyens ont été nommés *Ukrainiens* dans les pièces d'identité, et alors que la ligne « nationalité » a été supprimée d'abord dans des pièces d'identité (1996), puis dans des livres d'enregistrements locaux (2000), les membres de la communauté se sont sentis dépourvus d'une « vraie » appartenance « nationale » (même si les recensements continuent à fixer la « nationalité »). Il nous paraît que les réticences à accepter d'être nommés *Ukrainiens* sont largement dues au

9. Simultanément, l'objectif de loyauté totale à l'Etat est nécessaire pour qu'en cas de guerre déjà envisageable les citoyens soient prêts à mourir pour la Patrie. Dans cette perspective en 1936 tous les citoyens obtiennent des droits égaux ; la catégorie des *lišenec* – « privé des droits » (les anciens « exploités »), créée après la révolution, est abolie (Noženko 2007).

10. Noženko lie ce fait à l'apparition de nouveaux mécanismes de légitimité après la Seconde guerre mondiale : « Il était supposé que le vainqueur de la Guerre froide sera l'Etat qui aura accumulé le plus grand arsenal d'armes de destruction massive et non pas celui dont les soldats seront les plus patriotiques » (Noženko 2007 : 245).

choix de l'État ukrainien de désigner les Ukrainiens de citoyenneté et les Ukrainiens ethniques par le même nom, contrairement à l'ancienne distinction : *soviétique vs ukrainien, albanais, grec*, etc.¹¹

Dans les deux cas on voit émerger un intérêt pour l'essence de la nation cachée derrière le nom de sa langue. Ce qui apparaît comme une évidence à ces communautés est leur parenté avec un autre groupe ainsi nommé, même si aucune des deux n'a gardé de mémoire de ce lien, ni des circonstances dans lesquelles il avait été rompu. Les Albanais gardent les récits (oraux) de leur dernier déplacement, de Crimée, mais cela ne leur apprend rien sur leur lien avec l'Albanie. Chez les Grecs même le déplacement de Crimée (plus ancien) n'est connu que d'un groupe réduit, et d'une manière très floue :

MV 1935 : Il semble qu'on nous ait fait déménager de l'autre Crimée. C'étaient nos grands-parents, nos arrière-grands-parents ou nos trisaïeuls. Peut-être maman le sait.

La mère, EF née en 1913, est supposée être plus proche des événements (qui datent en réalité de plus de deux cents ans).

Simultanément le nom de langue, *gréco-tatare*, suggère d'autres hypothèses qui finissent par être perçues comme des vérités. Puisque selon les idéologies dominantes le nom de la langue doit correspondre à celui du groupe (une langue tatare parlée par les Grecs serait une anomalie), le groupe se perçoit non seulement comme grec, mais aussi comme gréco-tatar. Le nom de la langue est interprété comme une clef de l'ontologie du groupe. Un nom composé suggère l'idée d'un mélange :

OL 1938 : Notre [langue] s'appelle [le] gréco-tatar. [...] Un mélange probablement. Probablement c'est qu'on a réuni le tatar et le grec ensemble dans cette langue.

L'idée du mélange des langues suscite celle du mélange de sang. EK 1930 explique le nom *gréco-tatar* en reproduisant un mythe d'origine répandu actuellement dans la communauté :

EK 1930 : Bon, « gréco- » ce sont les Grecs, « tatar » ce sont les Tatars. Au début il n'y avait que des Grecs. Et puis il y a eu la guerre tatare, les Grecs sont tombés sous les Mongols. Et voilà que les Gréco-Tatars sont apparus. Ils ont déjà *mélangé leur sang*. [...]

— C'était quand, cette guerre tatare ?

EK : Ça je ne sais pas.

— Et d'où est-ce que vous connaissez cette histoire ?

EK : Je l'ai lue en histoire. [...] On apprenait l'histoire à l'école.

Dans les manuels soviétiques d'histoire figure effectivement un sujet : la bataille de la rivière Kalka. Cette bataille du 31 mai 1223 oppose l'armée

11. Reprise en Russie actuelle dans la distinction *rossijanin* (citoyen de la Russie) vs *russkij* (russe ethnique).

mongole de Gengis Khan à la coalition des princes russes ; la défaite russe est présentée comme un premier pas vers le « joug tataro-mongol » sur la Rus' qui durera plus de deux siècles (de 1236 à 1480). Or la rivière Kalka se trouve précisément dans la région où, plus d'un demi-millénaire après la fameuse bataille, se sont installés les Grecs. La réinterprétation de cette histoire, lue par tous et par tous, semble-t-il, oubliée dans ses détails, forme un cadre explicatif pour l'existence des Gréco-Tatars.

3.2 La « Patrie à l'étranger »

Si dans les deux communautés on voit naître un intérêt pour leur histoire et leur langue, l'envergure de cet intérêt n'est guère comparable. La différence peut être liée à celle du nombre des Albanais et des Grecs. Elle peut aussi s'expliquer par la différence du prestige de l'Albanie et de la Grèce (pays-membre de l'Union européenne, ce qui lui confère du prestige malgré ses difficultés financières actuelles). Enfin, elle doit être surtout liée à la différence de la politique des « patries à l'étranger » respectives : le gouvernement de l'Albanie n'a aucune politique de soutien des Albanais d'Ukraine, tandis que la Grèce déploie d'importants efforts pour ses « Grecs ».

Après la dissolution de l'URSS, les premiers contacts avec les « compatriotes » quasi mythiques sont devenus possibles. Chez les Albanais il y a eu des contacts occasionnels, réels ou virtuels, avec des Albanais d'Albanie : certains ont rencontré des militaires albanais dans le port de Marioupol ; d'autres utilisent des phrases qu'ils ont pu entendre à la télévision russe dans les émissions du Kosovo. Pourtant l'événement de contact majeur a été la visite d'un groupe de Macédoniens albanophones en 1998. Ceux-ci ont parlé aux habitants des villages albanais d'Ukraine, fait de petits concerts de musique et de danse albanaise, et surtout, ils leur ont offert des abécédaires et des dictionnaires d'albanais.

Malgré ces dictionnaires, l'idiome albanais de Priazov'e reste majoritairement oral, mis à part les tentatives d'un poète local, Petr Meržev, de l'écrire en utilisant l'alphabet cyrillique. Outre la poésie de Meržev, le mouvement de renaissance nationale albanaise se limite à la création d'une section sur l'histoire locale à la bibliothèque (dans l'ancien jardin d'enfants) à Georgievka. « *Des gens abandonnés* », selon l'expression de MR 1928, les Albanais se sentent oubliés de tous : du pouvoir ukrainien, du pouvoir albanais, de leur propre élite, laissés sans alphabet, sans littérature et surtout sans scolarisation en albanais ou cours d'albanais. Les comparaisons sont omniprésentes dans leur discours avec les Bulgares du village voisin, qui sont aidés par la Bulgarie pour l'apprentissage du bulgare, ainsi que pour les voyages en Bulgarie. Dans ce sens, on peut les comparer aussi avec les Gréco-Tatars.

Alors que le nouvel État ukrainien élimine la distinction de ses citoyens à base ethnique, la politique de la Grèce favorise la distinction

des Grecs. L'ouverture du Consulat grec à Marioupol fait de cette ville une sorte de petite capitale des Grecs d'Ukraine. La facilitation de l'obtention des visas Schengen pour ceux qui étaient inscrits comme Grecs de « nationalité » dans les passeports soviétiques et la facilitation de l'obtention de la citoyenneté grecque pour cette même catégorie de personnes institutionnalise encore l'identité « grecque » de la communauté. Les voyages touristiques et la migration de travail en Grèce se répandent. Les sociétés grecques qui sont créées après la chute de l'URSS sont financées par le gouvernement grec, ainsi que par les organisations non gouvernementales de Grèce et de Chypre. Le mouvement grec se développe :

1988 Création du festival des Grecs de Priazov'e « Mega Yorty » ('grande fête'), qui a eu par la suite quinze éditions (15^e en 2013) dans des villages différents de Priazov'e (en 2000 à Saryj Krym) ;

1989-1990 Création des sociétés grecques à Priazov'e ;

1990 Publication du premier livre de poèmes en *urum* de V. Kior, considérée comme la naissance de la littérature urume. En 1997 sort son second livre ;

1991 Création de l'Union des Grecs d'Ukraine ;

1995 Création de la Fédération des sociétés grecques d'Ukraine (dont la présidente, issue d'un village gréco-hellénique, est directrice d'école à Saryj Krym) ;

1996-1998 Création de l'ensemble musical Bir Taifa ('Une famille') à Saryj Krym. L'ensemble chante en grec moderne, « notre grec » et « leur grec » (selon l'expression que ses membres ont utilisée dans nos entretiens, c'est-à-dire dans les deux idiomes dits grecs de Priazov'e), en russe et en ukrainien : autrement dit, dans « sa » langue et celles de tous les Autres pertinents ;

2000 Grande fête de 220 ans du village de Saryj Krym, avec une représentation théâtrale de l'arrivée des Grecs à Priazov'e ¹².

Les habitants de Saryj Krym mentionnent, en outre, l'aide humanitaire grecque pendant la perestroïka et juste après la chute de l'URSS, qui rend la situation économique des villages grecs meilleure que celle de leurs voisins russes et ukrainiens. Ils parlent notamment de la directrice d'école qui, alors que manquaient les produits de première nécessité, apportait une aide humanitaire de la Grèce, dont des cahiers et des *manuels scolaires*. La Grèce finance les cours de grec moderne à l'école : ainsi à Saryj Krym les cours sont donnés aujourd'hui en russe, en ukrainien et en grec moderne (en dehors de cette politique, entre 1991 et 2003 il y a eu aussi des cours facultatifs d'*urum* donné par le poète local V. Kior).

12. Pour les détails, voir Baranova 2010.

3.3 Langue vraie et langue fausse

Le contact avec les langues standards homonymes a été crucial pour les attitudes des locuteurs des deux idiomes de Priazov'e. Ainsi l'idiome de Georgievka rentre dans la double opposition : d'un côté, l'albanais vs le russe ; de l'autre côté, l'albanais de Priazov'e vs l'albanais d'Albanie. D'un côté, il est « impoli », « gênant », « sauvage » et « honteux » de parler albanais en présence des Russes, et les gens « urbains » ou les jeunes « avancés » et « civilisés » ne parlent que russe ; de l'autre côté, c'est une « langue fausse », « impure », « sale » par rapport à la « langue vraie », albanaise d'Albanie (tiré d'entretiens). Les membres de la communauté ne peuvent plus se sentir les seuls détenteurs de leur langue et les seuls juges de ses usages « normatifs » : la légitimité est transférée à l'extérieur, aux Balkans. Cette distinction entre un albanais « vrai » et un albanais « faux » est partagée par tous les membres de la communauté, y compris par les jeunes russophones :

AM 1986 : Il existe deux langues albanaises // L'une est *pure* et l'autre, on peut dire, est *sale*.

Lorsque la transmission de la langue est remise en question, il se trouve que c'est « la langue vraie » qu'il faudrait apprendre :

LM 1958 : Je crois que si l'on apprend quelque chose, ça doit être la langue qui est *vraie* et non pas celle qui est déjà *perdue à 90 %* et qui, de plus, est *mélangée*.

La communauté se montre ainsi prête à sacrifier son idiome traditionnel au profit d'un autre, qui, quoiqu'homonymique, est pourtant différent (la différence étant vue comme preuve de fausseté).

Si pour les Albanais il s'agit d'un choix hypothétique, le choix des Grecs est bien réel. Comme dans le cas des Albanais, avec le contact avec les Grecs de Grèce une nouvelle opposition apparaît : grec de Priazov'e vs grec de Grèce. Il devient clair que le premier est une tout autre langue ; pire encore, aux yeux des Grecs de Grèce cette langue n'est pas simplement autre, mais celle de l'Ennemi (Tatars = Turcs).

La Fédération des sociétés grecques d'Ukraine se réfère en effet souvent à cette langue comme au « tatar ». En privilégiant ainsi la dernière partie du nom « gréco-tatar » et omettant la partie « grec », elle souligne l'origine étrangère de la langue. L'enjeu est de définir les leaders du mouvement grec : le nom de la langue « tatare » sert à créer l'image des Grecs de seconde catégorie qui auraient adopté la langue de l'ennemi (et trahi involontairement leur Patrie), en mettant en avant le groupe gréco-hellénique dont la langue est bien plus proche du « vrai grec » et

peut en être considérée une variante locale.¹³ Selon cette vision, le « tatar » doit disparaître pour laisser la place au grec moderne, la « vraie langue » du groupe.

Ici on trouve la même situation que dans le cas albanais : l'idiome local doit céder la place à un autre. Ce processus est vu comme possible et souhaitable, puisque cette autre langue porte le même nom, et qu'elle est plus prestigieuse : parce que standardisée, et surtout parce que c'est la langue officielle de l'État qui porte le nom formé de la même racine, ce qui en fait « la langue vraie ». La particularité de ce dernier cas est qu'ici il s'agit d'une langue d'une autre famille linguistique.

Ces préoccupations ne sont pourtant pas, en général, partagées par la communauté même, qui n'a rien connu des controverses entre les Grecs et les Turcs. Un nom de langue composé permet une identité souple que l'on peut changer selon les circonstances, en privilégiant soit la partie « grec », soit la partie « tatar ». Cette dernière est actualisée pour des avantages momentanés, par exemple, au marché avec des vendeurs turcophones (Ouzbeks, Tatars, etc.) : l'usage de quelques mots ou phrases en idiome local et le fait de se nommer Tatar sert à obtenir des remises faites « aux siens ». Pourtant, dans la plupart des situations, c'est la partie grecque du nom qui est privilégiée : le plus souvent les habitants de Staryj Krym nomment leur langue simplement grecque et eux-mêmes Grecs.

Vers 1990 les termes *Urummy / urumskij jazyk* et *Rumei / rumejskij jazyk* (ré-)apparaissent dans la communauté : d'un côté, lorsqu'il s'agit de se catégoriser non plus par rapport aux autres peuples de l'URSS, mais aux autres Grecs¹⁴, d'inscrire son histoire dans l'histoire de la Grèce, la dénomination *grec* ne suffit plus ; d'un autre côté, ils permettent, peut-être, de donner une légitimité à ces idiomes dans le cadre du discours, désormais de plus en plus répandu, sur les « langues en danger ».

3.4 « Notre langue »

Finalement, dans les deux cas le nom « notre langue » est souvent utilisé, permettant de construire une communauté imaginaire des « nous ». Cependant la frontière entre « nous » et les « autres » est loin d'être stabilisée.

Pour les Albanais parler *si neve* ['comme nous'], c'est parler en idiome local, celui parlé par *ga tantë* ['(un) des nôtres'], termes toujours utilisés dans l'idiome. Pourtant la dénomination « notre langue » est aussi utilisée par rapport à l'albanais normatif d'Albanie :

MR 1928 (parlant d'une expédition de Saint-Pétersbourg) : Je leur demandais [aux linguistes] comment on appelle 'une tasse', nous sommes

13. Pour plus de détails sur les sociétés grecques, v. Baranova 2009, 2010.

14. Dans la même optique, à la fin des années 1980, chez l'élite grecque apparaît le nom *pontijcy* (les Pontiques), forme russifiée de la dénomination des Grecs de la mer Noire en Grèce.

Albanais mais nous disons *kružka* [‘tasse’, mot russe] // Et puis [comment on appelle] ‘l’or’ / Leur professeur était ici, il a dit que chez nous c’était un mot turc, et il a montré comment en *notre langue*, en albanais, il fallait l’écrire.

Chez les Grecs une telle fusion de « notre langue » comme idiome local et « notre langue » comme la langue de Grèce n’est pas possible, vu la qualité des différences. Ce qui est particulier c’est que « notre langue » ou « notre grec » se réfère à des idiomes différents selon les générations :

OL 1938 : À l’école on apprend la langue grecque, mais *pas la nôtre* !

A 1995 (8 ans) : [des mots] en grec? Je ne connais que *hizim* [‘petite-fille’ en urum : la façon dont sa grand-mère s’adresse à elle], je n’en connais pas d’autres.

— Et tu sais comment dire bonjour ?

A : Non, mais je le sais *en notre grec*.

Ainsi pour les enfants « notre grec » désigne non plus l’idiome local, comme pour leurs grands-parents, mais le grec de Grèce appris à l’école. Il n’y a pourtant pas de vrai conflit, vu que les deux langues sont appelées grecques et correspondent donc à la même identité, et qu’en pratique la communication intergénérationnelle se fait exclusivement en russe.

Le terme *urum*, quant à lui, de par son étrangeté, semble parfois désigner quelque chose d’autre, même s’il s’applique en réalité au même idiome turc :

MK 1935 [En parlant du poète local] : Lui, il ne parle pas *comme nous (po-našemu)* ! Il parle *urum*, il me semble.

D’un autre côté, cette distinction peut s’expliquer aussi par l’effort du poète de créer une langue littéraire que l’on ne reconnaît plus comme la sienne¹⁵.

Conclusion

L’orthodoxie comme critère de catégorisation ethnique et, finalement, linguistique, les deux notions étant quasi-inséparables dans l’idéologie soviétique (parce qu’il est orthodoxe, le peuple se croit grec, donc il *est* grec, et donc sa langue est grecque, même s’il s’agit d’un idiome turc) n’est pas plus, ni moins, conforme à l’idéologie du marxisme-léninisme que l’idée de réincarnation, par exemple¹⁶, ou que l’idée nationaliste. Toutes

15. Cette distinction « notre langue » vs « urum » semble typique des mouvements de revitalisation linguistique contemporains (v. « notre langue » vs « occitan », « arpitan », etc.)

16. Ainsi jusqu’au début de la Guerre froide (1948) il n’y avait pas de frontière physique entre l’URSS et les États-Unis, les habitants des deux côtes du détroit de Behring étant unis dans leurs propres représentations par des liens de parenté. Pourtant, en termes linguistiques, ils appartenaient à des familles de langues différentes : tchouktches-kamtchadale et eskimo-aléoute. Un lien social fort était dû aux pratiques esquimaudes de nomination personnelle basées sur l’idée de réincarnation des « noms-âmes » : les nouveau-nés recevaient le nom d’un décédé récent,

ces croyances, et surtout le mythe nationaliste répandu en Europe au moment de la révolution russe de 1917, ont été instrumentalisés afin d'imposer le pouvoir soviétique sur les périphéries de l'ancien empire. Les baptêmes des langues rentrent dans la même logique et y jouent un rôle crucial.

Cependant, comme tant d'autres constructions soviétiques (dont celle de « l'homme soviétique », par exemple), les constructions linguistiques issues de ces dénominations continuent à exister même lorsque les enjeux qui les ont fait naître ont disparu, lorsque l'État lui-même a disparu. Un nom de langue nouveau provoque la construction d'une identité nouvelle : une nouvelle histoire, une nouvelle place du groupe dans le monde, de nouvelles communautés pertinentes qui s'ajoutent aux voisins immédiats. Son homonymie avec les noms d'autres langues d'autres pays suggère l'existence d'une *patrie extérieure*. Un pays (dans le sens géographique) quitté depuis cinq (pour les Albanais) ou vingt-sept à vingt-huit siècles (pour les Grecs), ou même jamais habité (selon une autre hypothèse sur les origines du groupe) rentre dans les représentations du groupe en tant qu'entité politique moderne et commence à y jouer un rôle presque déterminant pour les attitudes linguistiques et identitaires. Lorsqu'à la dissolution de l'URSS de pays imaginaires ces patries extérieures deviennent des États réels, leur politique à l'égard des « compatriotes à l'étranger » (ou son absence) influence encore davantage ces attitudes.

Travaux cités

- BARANOVA Vlada, 2010, *Jazyk i ètničeskaja identičnost'. Urumy i rumei Priazov'ja* [Langue et identité ethnique. Urums et rumej du Priazovje], Moskva, Vysšaja škola èkonomiki.
- BARANOVA Vlada, 2009, « Tjurkojazyčnye greki (urumy) Priazov'ja : jazyk i ètničeskaja samoidentifikacija » [Grecs turcophones (urums) du Priazovie : langue et identité ethnique], in M. Kisilier (dir.) 2009, *Lingvističeskaja i ètnokulturnaja situacija v grečeskix selax Priazov'ja. Po materialam èkspedicij 2001–2004 godov* [Situation linguistique et ethnoculturelle dans les villages grecs du Priazovje d'après les matériaux des expéditions de 2001-2004], Sankt-Peterburg, Alateja, p. 79-96.
- BICHURINA Natalia, 2013, « Le nom d'idiome et la substitution linguistique : les Albanais d'Ukraine », dans Elena Simonato (dir.), *Cahiers de l'ILSL*, n° 35, *L'édification linguistique en URSS : thèmes et mythes*, p. 139-155.
- BICHURINA Natalia, 2006, « Otnošenje k jazyku kak faktor soxranenija titul'nogo jazyka v kačestve sredstva mežličnostnoj kommunikacii » [L'attitude envers la langue comme facteur de maintien de la langue titulaire en tant que moyen de communication interpersonnelle], dans Olga Filatova

parfois de l'autre côte du détroit, et avec ce nom, dans une certaine mesure, son identité personnelle et sociale, en créant ainsi des liens de parenté avec la famille du défunt et avec d'autres porteurs vivants de son nom des deux côtés du détroit (v. Schweitzer, Golovko 1997).

- (dir.), *Kommunikacija i konstruivovanie social'nyx real'nostej* [Communication et construction des réalités sociales], Vol. 1, Sankt-Peterburg, Roza Mira, p. 262-269.
- BRUBAKER Rogers, 1997, *Nationalism Reframed: Nationhood and the National Question in New Europe*, Cambridge, Cambridge University Press.
- DERŽAVIN Nikolaj, 1948, « Albancy-arnauti na Priazov'e Ukrainskoj SSR » [Les Albanais-arnauts du Priazovje en République soviétique socialiste d'Ukraine], *Sovetskaja ètnografija*, n° 2, p. 156-169.
- IVANOVA Julija, 2000, « Albanskije sela v Priazov'e. Ètnografičeskie nabljudenija za 50 let » [Les villages albanais du Priazovje. 50 ans d'observations ethnographiques], in Z.P. Sokolova (dir.), *Itogi polevyx issledovanij* [Bilan de recherches de terrain], Moskva, Institut ètnologii i antropologii im. N.N. Mikluxo-Maklaja RAN, p. 40-53.
- IVANOVA Julija i ČIŽIKOVA Ljudmila, 1979, « Iz istorii zaselenija Južnoj Ukrainy » [Sur l'histoire du peuplement de l'Ukraine méridionale], in Julija Ivanova (dir.), *Kul'turno-bytovye processy na juže Ukrainy* [Culture et vie quotidienne en Ukraine méridionale], Moskva, Nauka, p. 3-11.
- LAITIN David, PETERSEN Roger and SLOCUM John, 1992, "Language and the State: Russia and the Soviet Union in Comparative Perspective", in A. Motyl (Ed.), *Thinking Theoretically about Soviet Nationalities: History and Comparison in the Study of the USSR*, New York, Columbia University Press, p. 129-167.
- MOROZOVA Maria, 2012, « Glagol'naja sistema govora albancev Ukrainy » [Le système verbal du parler des Albanais d'Ukraine], in M. Domosiletskaja, A. Žugra, M. Morozova, A. Rusakov (dir.), *Sovremennaja albanistika : dostiženija i perpektivy* [Etudes albanaises contemporaines : résultats et perspectives], Sankt-Peterburg, Nestor-Istorija, p. 252-274.
- NOŽENKO Maria, 2007, *Nacionalnye gosudarstva v Evrope* [États-nations en Europe], Sankt-Peterburg, Norma.
- SCHWEITZER Peter and GOLOVKO Evgeniy, 1997, "Local Identities and Traveling Names: Interethnic Aspects of Personal Naming in the Bering Strait Area", *Arctic Anthropology*, Vol. 34, n° 1, p. 167-180.
- SÉRIOT Patrick, 1997, « Faut-il que les langues aient un nom ? Le cas du macédonien », dans Andrée Tabouret-Keller (dir.), *Le nom des langues. L'enjeu de la nomination des langues*, t. 1, Louvain, Peeters, p. 167-190.
- VAXTIN Nikolaj, 2011, *Jazyki narodov severa v XX veke : očerki jazykovogo sdviga* [Les langues des peuples du Nord au xx^e siècle : essai sur la substitution linguistique], Sankt-Petersburg, Dmitrij Bulanin.